ARRÊTÉ PORTANT RÉVOCATION

Groupe 4

Le Maire/Président de … ,

Vu, le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 530-1 et suivants,

Vu le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 modifié relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Vu, la lettre du …. Informant M./Mme. (nom, prénom) de la procédure disciplinaire engagée à son encontre et lui précisant son droit :

* A communication de l’intégralité de son dossier individuel et de tous les documents annexes au siège de l’autorité territoriale.
* A l’assistance d’un ou de plusieurs conseil de choix
* A consultation du rapport par lequel le conseil de discipline a été saisi et de ses pièces annexes

Vu, l’avis motivé du conseil de discipline en date du … et proposant …,

Considérant les motifs de droit et de faits suivants (motivation de la sanction : indiquer la nature, les circonstances ainsi que la date des faits reprochés et justifier leur caractère fautif) : il est reproché à M. / Mme (nom, prénom et gade) d’avoir …

Considérant que la sanction proposée par le conseil de discipline sanctionne comme il convient (ou ne sanctionne pas assez sévèrement) M./Mme. … (si l’avis n’est pas suivi, en donner le motif), (CAA Nancy, 1er février 2007, n°06NC00485).

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M./Mme. (nom, prénom, grade) est révoqué(e) à compter du :

**ARTICLE 2 :** A cette date, M./Mme. Est radié(e) des cadres de la fonction publique territoriale t perd ainsi sa qualité de fonctionnaire.

ARTICLE 3**:** Ampliation du présent arrêté, qui sera notifié à l’intéressé(e), sera adressé à :

* M… (comptable de la collectivité)
* M… le/la président(e) du Centre de Gestion de l’INDRE.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le/Madame la directeur/directrice général(e) des services de l’exécution du présent arrêté.

Fait à , le

Cachet, Nom, Prénom et qualité de l’autorité territoriale

Signature :

Notifié le :

Je soussigné(e) reconnais avoir reçu un exemplaire du présent arrêté et avoir été informé(e) que je dispose d’un délai de deux mois pour le contester auprès du Tribunal Administratif, 2 Cours Bugeaud, 87000 LIMOGES.

Date : Signature :